

Question d'Europe

n°197

7 mars 2011

de Pascale Joannin,

Directeur Général

de la Fondation Robert Schuman

L'Europe au féminin [1]

**RÉSUMÉ** La place des femmes dans la société tend à évoluer vers une insertion croissante dans les postes jusqu'à présent détenus quasi exclusivement par les hommes dans les hiérarchies et la question de leur représentation est de fait au cœur des débats actuels. Les femmes, qui constituent plus de la moitié de la population mondiale, doivent pourtant encore faire face à des résistances pour s'imposer aux sommets.

Une analyse de leur présence aux postes à responsabilité dans les 27 Etats membres de l'Union européenne comme dans le reste du monde révèle les défis auxquels sont encore confrontées les femmes tant dans la vie économique que politique. Ayant conquis à ce jour tous les secteurs professionnels, et même si de nombreuses études sur les avantages d'une importante proportion de femmes dans les entreprises semblent permettre un tournant, elles demeurent souvent moins bien placées et surtout moins bien payées que les hommes. Leur situation dans le domaine politique est également significative des progrès qui restent à faire.

**INTRODUCTION** La question « féminine », à savoir la place et le rôle des femmes dans la société, s'impose de plus en plus dans les débats. Chaque responsable politique, dirigeant d'entreprise, journaliste, etc. prend peu à peu conscience que la situation actuelle ne peut plus perdurer car les femmes représentent plus de la moitié de la population mondiale. Récemment, les médias économiques titraient sur les femmes – à titre d'exemples, « *Women at the Top* » Financial Times 17 novembre 2010, « *Female Factor* » International Herald Tribune 27 novembre 2010 et « *le pouvoir des femmes* » l'Expansion janvier 2011 - qui étudient, travaillent, consomment et, malgré les résistances qui subsistent encore, s'imposent aux sommets.

La nouvelle décennie qui s'ouvre devrait donc voir les choses évoluer. Il convient toutefois de rester très vigilantes car les choses ne vont pas malheureusement pas de soi et les tentations existent de maintenir certains freins ou « *plafonds de verre* ». En effet, il est flagrant, par exemple, de voir qu'une des rares grandes entreprises françaises dirigée par une femme (Anne Lauvergeon chez AREVA, classée 15e sur les 50 femmes du classement du Financial Times) fasse l'objet d'intenses manœuvres orchestrées uniquement par des hommes

pour la mettre dehors et, en fin de compte, lui prendre sa place.

Certes l'année 2010 a vu éclore en France notamment mais partout en Europe et dans le monde, la question de la représentation des femmes dans les conseils d'administration/de surveillance des entreprises. Partant du modèle de la Norvège qui est le seul pays à afficher un taux de féminisation supérieur à 40% dans les postes de dirigeants des entreprises, les acteurs économiques sont contraints de rattraper leur retard et d'afficher une situation bien meilleure que celle de leurs concurrents, en nommant à tour de bras des femmes dans leurs instances dirigeantes. Il était temps. Que ne l'ont-ils pas fait plus tôt ?

Dans le domaine politique, deux femmes ont été élues Premier ministre de leur pays en Europe en 2010 (Iveta Radicova en Slovaquie et Mari Kiviniemi en Finlande) portant ainsi à 3, sur 27, le nombre de femmes chefs de gouvernement dans l'UE ; elles rejoignent ainsi Angela Merkel qui n'est plus seule. Au Brésil, Dilma Rousseff a été élue présidente et Laura Chinchilla Miranda au Costa Rica. Micheline Calmy-Rey préside la Confédération helvétique en 2011. Toutefois, là encore, la vigilance s'impose car les vieux démons machistes restent vi-

1. Cf « Rapport Schuman sur l'Europe 2011, l'état de l'Union ». Éditions Lignes de Repères, Paris, mars 2011

vances. En Hongrie, malgré une victoire écrasante le 25 avril dernier, le Premier ministre Viktor Orban n'a pas désigné une seule femme ministre de plein exercice ! Idem en République tchèque après les élections des 28 et 29 mai dernier ! On a peine à y croire !

L'Europe est pourtant pour beaucoup de femmes un modèle, mais si nous n'y prêtons pas attention et nous n'y mettons pas toutes nos forces, l'étoile européenne va pâlir. Nos dirigeants seraient bien inspirés de participer volontairement au changement avant de se le faire imposer.

Car, en fin de compte, promouvoir les femmes, c'est vraiment l'un des moyens les plus efficaces de faire progresser la civilisation, de contribuer au progrès et de conforter la démocratie.

vent d'inspirations différentes et offrent une couverture plus ou moins généreuse.

Les femmes dans la vie économique

**LES FEMMES ONT PEU À PEU CONQUIS TOUS LES SECTEURS PROFESSIONNELS PARTOUT DANS LE MONDE.**

Elles sont de plus en plus nombreuses à travailler ; dans l'Union européenne par exemple [2], en moyenne 62,5% des femmes travaillent. Cependant, 31,2% d'entre elles travaillent à temps partiel, soit un pourcentage quatre fois plus élevé que chez les hommes. Par ailleurs, à qualification égale, les femmes restent encore trop souvent moins bien payées que les hommes (écart moyen de 17,8% dans l'Union), ce qui constitue une vraie discrimination.

Les femmes sont aussi plus diplômées que les hommes ; elles ont obtenu 58,9 % des diplômes des universités de l'Union européenne l'an dernier. Bien qu'elles soient hautement qualifiées et toujours plus nombreuses sur le marché du travail, elles restent en-

core minoritaires dans les postes à responsabilité des entreprises et des organes politiques, notamment au plus haut niveau.

33% de femmes en moyenne occupent des postes à responsabilité dans l'Union. Dans les banques, une étude révèle que 5 d'entre elles connaissaient au 30 septembre 2010 un taux de féminisation proche ou supérieur à 30% [3]. La Bundesbank, la Banque centrale allemande, a désigné le 23 février dernier, pour la première fois, une femme, Sabine Lautenschläger-Peiter, pour siéger au sein de son directoire.

Dans les entreprises les plus importantes cotées en bourse, 12% des femmes en moyenne (26% en Suède et en Finlande) siègent dans les conseils d'administration ou de surveillance des entreprises européennes et 3% seulement en sont les présidentes (13% en Bulgarie). Seule la Norvège en totalise près de 40% grâce à une loi adoptée en 2004. La France a adopté le 27 janvier dernier [4] une loi équivalente. D'autres pays pourraient suivre, comme l'Allemagne [5] ou le Royaume-Uni [6] par exemple. Même l'Union européenne [7], par la voix de Jerzy Buzek, Président du Parlement européen et Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne, se pose la question.

Car la Charte des droits fondamentaux, publié le 30 mars 2010 dans le Journal officiel de l'Union européenne, stipule dans son article 23 que « *L'égalité entre les femmes et les hommes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération* » ; elle prévoit même que « *Le principe de l'égalité n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté* ». Elle pourrait donc être invoquée par toute personne qui estime que l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas respectée.

**Femmes dirigeantes dans les entreprises cotées en bourse**

Classement	Pays	Nombres d'entreprises étudiées	% d'entreprises présidées par femmes	% dirigeantes
	NORVÈGE *	16	13	39
1	FINLANDE	24	4	26
	SUÈDE	26	0	26
3	LETTONIE	33	9	23

\*Pays n'appartenant pas à l'Union européenne

2. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CO M:2010:0491:FIN:FR:PDF>

3. [http://www.globewomen.org/CWDI/tOP%20bANKS%20\(w\).pdf](http://www.globewomen.org/CWDI/tOP%20bANKS%20(w).pdf)

4. <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEX T000023487662&dateTexte=&cat egorieLien=id>

5. <http://www.spiegel.de/international/germany/0,1518,743667,00.html>. Voir aussi la désignation le 15 février dernier d'une femme chez Daimler <http://www.daimler.com/dccom/0-5-7153-1-1368502-1-0-0-0-0-9293-7145-0-0-0-0-0-0-0-0.html>

6. <http://www.bis.gov.uk/assets/biscore/business-law/docs/w/11-745-women-on-boards.pdf>

7. [http://www.nytimes.com/2011/03/01/opinion/01iht-edbuzek01.html?\\_ r=1&scp=1&sq=buzek&st=cse](http://www.nytimes.com/2011/03/01/opinion/01iht-edbuzek01.html?_ r=1&scp=1&sq=buzek&st=cse)

Classement	Pays	Nombres d'entreprises étudiées	% d'entreprises présidées par femmes	% dirigeantes
4	SLOVAQUIE	10	10	22
5	ROUMANIE	10	0	21
6	DANEMARK	18	0	18
7	PAYS-BAS	21	0	15
8	HONGRIE	13	8	14
9	ALLEMAGNE	30	3	13
	ROYAUME-UNI	49	0	13
	LITUANIE	28	3	13
12	POLOGNE	19	5	12
	FRANCE	36	3	12
	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	11	9	12
15	BULGARIE	15	13	11
16	BELGIQUE	19	0	10
	ESPAGNE	34	3	10
	SLOVÉNIE	17	6	10
19	AUTRICHE	19	0	9
20	IRLANDE	19	5	8
21	ESTONIE	14	7	7
22	GRÈCE	19	0	6
23	ITALIE	38	3	5
	PORTUGAL	19	0	5
25	CHYPRE	19	5	4
	LUXEMBOURG	10	0	4
27	MALTE	18	6	4
	TOTAL UE	588	3,77	12,25

Source : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=777&langId=fr&intPageId=675>

### Femmes chefs d'entreprises (PME)

Classement	Pays	Nombre de femmes chefs d'entreprise	% dirigeantes chefs d'entreprise
1	LETTONIE	19	36
	ESPAGNE	413	36
	FRANCE	287	36
4	ITALIE	556	35
5	ROYAUME-UNI	331	34

Classement	Pays	Nombre de femmes chefs d'entreprise	% dirigeantes chefs d'entreprise
6	ESTONIE	20	34
7	ALLEMAGNE	317	33
	POLOGNE	166	33
9	LITUANIE	19	32
10	BULGARIE	49	31
11	BELGIQUE	81	30
	PAYS-BAS	168	30
	AUTRICHE	47	30
	PORTUGAL	74	30
	HONGRIE	33	30
	GRÈCE	121	30
	SLOVAQUIE (2009)	19	30
19	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	48	29
	ROUMANIE	40	29
20	SUÈDE	24	27
	SLOVÉNIE	14	27
22	DANEMARK	22	25
23	IRLANDE	35	22
	LUXEMBOURG	2	22
25	MALTE	1	20
26	FINLANDE	17	18
27	CHYPRE	1	14
	TOTAL UE	2 914	29
25	MALTE	1	20
26	FINLANDE	17	18
27	CHYPRE	1	14
	TOTAL UE	2 914	29

Source : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=779&langId=fr&intPageId=680>

On semble désormais à un tournant car nombreuses sont les études qui montrent tous les avantages qu'il y a à compter davantage de femmes dans ses équipes et instances dirigeantes.

Ainsi, selon une étude du World Economic Forum [8], sur les 10 pays où la place des femmes est la mieux assurée et donc où l'on vit le mieux, 7 sont en Europe dont 4 Etats membres de l'UE (Finlande, Suède, Irlande et Danemark). La Commission européenne, dans son rapport « *Plus de femmes aux postes à responsabilité, une clé pour la stabilité et la croissance économique* » [9] estime

que l'économie gagnerait à ce que les femmes comme les hommes sont dûment représentés dans les postes de haut niveau et démontre qu'il existe un lien positif entre la proportion de femmes qui occupent des postes à responsabilité et les résultats des entreprises.

Enfin, l'ONU a créé, le 1<sup>er</sup> janvier dernier, une agence pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme [10], dirigée par l'ancienne présidente du Chili, Michelle Bachelet.

Il semblerait donc que le temps des femmes soit enfin venu.

8. <https://members.weforum.org/pdf/gendergap/report2010.pdf>

9. [http://bookshop.europa.eu/is-bin/INTERSHOP.enfinity/WFS/EU-Bookshop-Site/fr\\_FR/-/EUR/ViewPublicationStart?PublicationKey=KE3109271](http://bookshop.europa.eu/is-bin/INTERSHOP.enfinity/WFS/EU-Bookshop-Site/fr_FR/-/EUR/ViewPublicationStart?PublicationKey=KE3109271)

10. <http://www.unwomen.org/fr/2011/01/un-women-begins-its-work/>

**LES FEMMES DANS LA VIE POLITIQUE**

Dans les assemblées qui sont censées représenter l'ensemble de la population, les femmes restent encore sous-représentées : selon l'Union interparlementaire (UIP) [11] au 31 janvier 2011, sur les 45 668 membres que comptent les parlements dans le monde (chambres basses et hautes confondues), on dénombre seulement 8 674 femmes, soit une proportion de 19,2%. L'Union européenne (24,2%) devance les Amériques (22,4%), les autres pays européens (20%), l'Afrique subsaharienne (19,3%), l'Asie (18,3%), les Etats du Pacifique (12,6%) et les pays arabes (12,5%).

Pour le nombre de femmes élues dans les Parlements, les pays européens occupent 6 des 10 premières places du classement mondial. Selon l'UIP [12] au 31 janvier

2011, sur ces 6 pays, 4 sont des Etats membres de l'Union européenne (Suède, Pays-Bas, Finlande, Belgique).

Pour le nombre de femmes qui président une des chambres du Parlement, sur les 37 femmes recensées par l'UIP [13] au 31 janvier 2011, 14 sont Européennes dont 10 issues d'Etats membres de l'Union européenne (Allemagne, Autriche, Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni, Roumanie), 9 représentent des Etats d'Afrique, 4 des Etats des Amériques, 6 des îles des Caraïbes et 4 des Etats d'Asie. Les femmes ne représentent que 14% des présidents de Parlement.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la moyenne des femmes au sein des Parlements de l'Union européenne s'établit à 24,22%.

11. <http://www.ipu.org/wmn-fj/world.htm>

12. <http://www.ipu.org/wmn-ej/classif.htm>

13. <http://www.ipu.org/wmn-fj/speakers.htm>

**Femmes au sein des 27 Parlements nationaux (chambres basses ou uniques)**

	État membre	Parlement	Date de l'élection	Sièges totaux	Nombre de femmes	%
1	SUÈDE	RIKSDAG	2010	349	161	46,13
2	PAYS-BAS	TWEEDE KAMER	2010	150	60	40
3	FINLANDE	EDUSKUNTA	2007	200	80	40
4	BELGIQUE	LA CHAMBRE	2010	150	59	39,33
5	DANEMARK	FOLKETINGET	2007	179	67	37,43
6	ESPAGNE	CONGRESO	2008	350	128	36,57
7	ALLEMAGNE	BUNDESTAG	2009	622	204	32,80
8	AUTRICHE	NATIONALRAT	2006	183	51	27,87
9	PORTUGAL	1	2009	230	64	27,83
10	ESTONIE	RIIGIKOGU	2007	101	23	22,77
	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	POSLANECKA SNEMOVNA	2010	200	44	22
12	ROYAUME-UNI	HOUSE OF COMMONS	2010	649	142	21,88
13	BULGARIE	NARODNO SABRANIE	2009	239	51	21,34
14	ITALIE	CAMERA DEI DEPUTATI	2008	630	134	21,27
15	POLOGNE	SEJM	2007	460	94	20,43
16	LETONIE	SAEIMA	2010	100	20	20
	LUXEMBOURG	CHAMBRES DES DÉPUTÉS	2009	60	12	20
18	LITUANIE	SEIMAS	2008	141	27	19,15
19	FRANCE	ASSEMBLÉE NATIONALE	2007	577	109	18,89
20	GRÈCE	VOULI	2009	300	52	17,33
21	SLOVAQUIE	NARODNA RADA SLOVENSKEJ REPUBLIKY	2010	150	23	15,33
22	SLOVÉNIE	ZBOR	2008	90	12	13,33
23	IRLANDE	DÁIL ÉIREANN	2007	166	22	13,25

	État membre	Parlement	Date de l'élection	Sièges totaux	Nombre de femmes	%
24	CHYPRE	HOUSE OF REPRESENTATIVES	2006	56	7	12,5
25	ROUMANIE	CAMERA DEPUTAȚILOR	2008	334	38	11,38
26	HONGRIE	AZ ORSZAG HAZA	2010	386	35	9,07
27	MALTE	KAMRA TAD DEPUTATI	2008	69	6	8,70
	TOTAL			7121	1725	24,22

Source : Fondation Robert Schuman ©

Dans les gouvernements, les femmes représentent en moyenne au 28 février dans l'Union européenne 26,07% des ministres. La Finlande est le seul pays qui compte plus de ministres femmes que de ministres hommes (55%). Deux gouvernements européens ne comprennent aucune femme : la Hongrie et la République tchèque.

8 femmes sont actuellement Premier ministre de leur pays, dont 5 en Europe - 3 dans l'UE (Allemagne, Fin-

lande, Slovaquie), Croatie et Islande -, 1 en Australie, 1 au Bangladesh et 1 à Trinidad et Tobago.

10 femmes sont Présidentes dont 4 en Europe (Irlande, Finlande, Lituanie, Confédération helvétique), 1 en Argentine, 1 au Brésil, 1 en Inde, 1 au Libéria, 1 au Costa Rica et 1 au Kirghizistan.

#### Femmes ministres\* au sein des 27 gouvernements

	État membre	Date de l'élection	Ministres membres du gouvernement*	Nombre de femmes	%
1	FINLANDE	2007	20	11	55
2	DANEMARK	2009	19	9	47,37
3	SUÈDE	2010	24	11	45,83
4	ESPAGNE	2008	16	7	43,75
5	AUTRICHE	2008	14	6	42,86
6	ALLEMAGNE	2009	16	6	37,50
7	BELGIQUE	2008	15	5	33,33
8	SLOVÉNIE	2008	19	6	31,58
9	FRANCE	2007	23	7	30,43
10	PORTUGAL	2009	17	5	29,41
11	POLOGNE	2007	18	5	27,78
12	LUXEMBOURG	2009	15	4	26,67
13	MALTE	2008	9	2	22,22
14	ITALIE	2008	23	5	21,74
15	LETTONIE	2010	14	3	21,43
	PAYS-BAS	2010	14	3	21,43

	État membre	Date de l'élection	Ministres membres du gouvernement*	Nombre de femmes	%
17	IRLANDE	2008	15	3	20
18	CHYPRE	2008	11	2	18,18
19	ROYAUME-UNI	2010	23	4	17,39
20	GRÈCE	2009	18	3	16,67
21	SLOVAQUIE	2010	14	2	14,29
22	LITUANIE	2008	15	2	13,33
23	ROUMANIE	2009	17	2	11,76
24	BULGARIE	2009	18	2	11,11
25	ESTONIE	2007	13	1	7,69
26	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	2010	15	0	0
	HONGRIE	2010	10	0	0
	TOTAL		445	116	26,07

Source : Fondation Robert Schuman © -

\* N.B.: Le Premier ministre est comptabilisé mais pas les Secrétaires d'Etat.

Au Parlement européen dont le rôle et les pouvoirs s'accroissent notamment avec le traité de Lisbonne, les femmes y président 9 commissions et 8 délégations. 6 en sont vice-présidentes et 2 questeurs. El-

les sont beaucoup plus présentes au Parlement européen (35,05%) que dans les Parlements nationaux (24,22%). 1 seul Etat membre (Malte) n'y a pas envoyé de femmes.

### Femmes au sein du Parlement européen

	Etat membre	Nombre de Députés européens	Nombre de Femmes	%	%
1	FINLANDE	13	8	61,54	55
2	SUÈDE	18	10	55,56	47,37
3	ESTONIE	6	3	50	45,83
4	PAYS BAS	25	12	48	43,75
5	DANEMARK	13	6	47,22	42,86
6	FRANCE	72	34	45,83	37,50
7	AUTRICHE	17	7	41,18	33,33
8	SLOVAQUIE	13	5	38,46	31,58
9	LETONIE	8	3	37,50	30,43
10	ALLEMAGNE	99	37	37,37	29,41
11	BELGIQUE	22	8	36,36	27,78
	HONGRIE	22	8	36,36	26,67
	PORTUGAL	22	8	36,36	22,22

## L'Europe au féminin

	Etat membre	Nombre de Députés européens	Nombre de Femmes	%
	ROUMANIE	33	12	36,36
15	ESPAGNE	50	18	36
16	BULGARIE	17	6	35,29
17	CHYPRE	6	2	33,33
	ROYAUME-UNI	72	24	33,33
19	GRÈCE	22	7	31,82
20	SLOVÉNIE	7	2	28,57
21	IRLANDE	12	3	25
	LITUANIE	12	3	25
23	ITALIE	72	16	22,22
24	POLOGNE	50	11	22
25	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	22	4	18,18
26	LUXEMBOURG	6	1	16,67
27	MALTE	5	0	0
	TOTAL	736	258	35,05

Source : Fondation Robert Schuman ©

**CONCLUSION** Peu à peu les femmes investissent les instances dirigeantes politiques et économiques. Certes, cela est encore trop souvent timide et les mesures incitatives sont nécessaires pour accompagner le mouvement. Il convient de changer les mentalités et l'éducation, ce qui prend du temps. Mais si le mouvement ne s'amplifie pas de manière délibérée, il le sera par la force des choses et sous l'empire de la nécessité. Car les femmes, diplômées et compétentes, sont prêtes à relever les défis. On aurait bien tort de se priver de leurs savoir-faire et talents. La décennie qui commence, et cette deuxième décennie a été déterminante aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, pourrait être celle de l'accès des femmes aux postes clés

de tous les secteurs d'activité, car le XXI<sup>e</sup> siècle est celui de l'avènement du pouvoir féminin.



**Auteur : Pascale Joannin,**

Directeur général de la Fondation Robert Schuman. Maître de conférences à l'École nationale d'administration (ENA), ancienne auditrice à l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale (IHEDN), elle est l'auteur de « *L'Europe, une chance pour la femme* », Note de la Fondation Robert Schuman, n° 22, 2004.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.